



**Centre d'Appui au Renforcement
de la Société Civile et la Bonne
Gouvernance en R.D. Congo**

**Institut pour la Reconstruction
de la Société Congolaise**

**PROGRAMME PERMANENT D'APPUI AU
DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
CONGOLAISE (PADSOC)**

**CONSTRUIRE UNE RÉVOLUTION
DÉMOCRATIQUE EN R.D. CONGO**

**Projet « Révolution Démocratique au
Congo en 2028+ » (Projet RDC 2028+)**

Durée : 2026 – 2030

 **www.mccp-rdc.org**

Contacts



**carsocasbl@yahoo.com
carsoc@changecongordc.org**



**+243 815 733 053
+1 (514) 243 2751**

**avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa, R.D. Congo**

**CP 10017 Longueuil, CP Curé-Poirier,
Québec J4K 0B3 Canada**

www.changecongordc.org

I- JUSTIFICATION

1. La République Démocratique du Congo (RDC) est un État dont le développement est compromis par la qualité de ses dirigeants, passés et actuels, qui imposent à la société des pratiques de mauvaise gouvernance tous azimuts. Aujourd'hui plus que jamais, la société civile congolaise porte le poids de se défendre et de défendre la nation contre sa classe politique qui, en plus, lui dénie son rôle de souverain primaire. Tenez :

- En 2018, un perdant a été substitué au vainqueur des élections pour devenir Président, parce que tel en avait décidé le Président sortant pour partager le pouvoir avec ce dernier.
- En 2023, des machines à voter ont été intentionnellement distribuées aux partisans du pouvoir pour bourrer les urnes au profit de ses candidats. Résultats : réélection du Président sortant, 480 députés nationaux sur 500 pour le parti au pouvoir, aucun ou presque député provincial pour l'opposition dans les 26 provinces du pays.
- En 2024, un projet de changer la Constitution est annoncé par les tenants du pouvoir. La démarche consistant à vouloir contourner la limite de deux mandats présidentiels imposés par la Constitution en vigueur. Tout indique que ce projet n'a pas été abandonné, bien que le processus ait été freiné grâce aux victoires de la rébellion de l'AF-C/M23 en janvier – février 2025 (prise des villes de Goma et Bukavu). Modifier la constitution pour permettre de prolonger le mandat des élus de 2023 et de ne pas organiser les élections en 2028 à cause de la guerre serait la nouvelle stratégie.

2. Il devient donc urgent de redynamiser la société civile pour permettre au peuple congolais de reconquérir son statut de souverain primaire lui ravi par un petit groupe d'individus et changer cette classe politique en faisant entendre et respecter sa voix avant, pendant et après les scrutins à venir. Ceci d'autant plus que les forces politiques de l'opposition censées porter le combat politique ont beaucoup perdu en crédibilité et en influence au sein de la population congolaise. Sans changer la classe politique, non seulement le système institutionnalisé de prédation ne pourra être démantelé, mais aussi aucune gouvernance politico-institutionnelle et socio-économique ne pourra s'appliquer efficacement, encore moins produire le bien-être socio-économique des Congolais.

II-OBJECTIFS ET STRATÉGIES

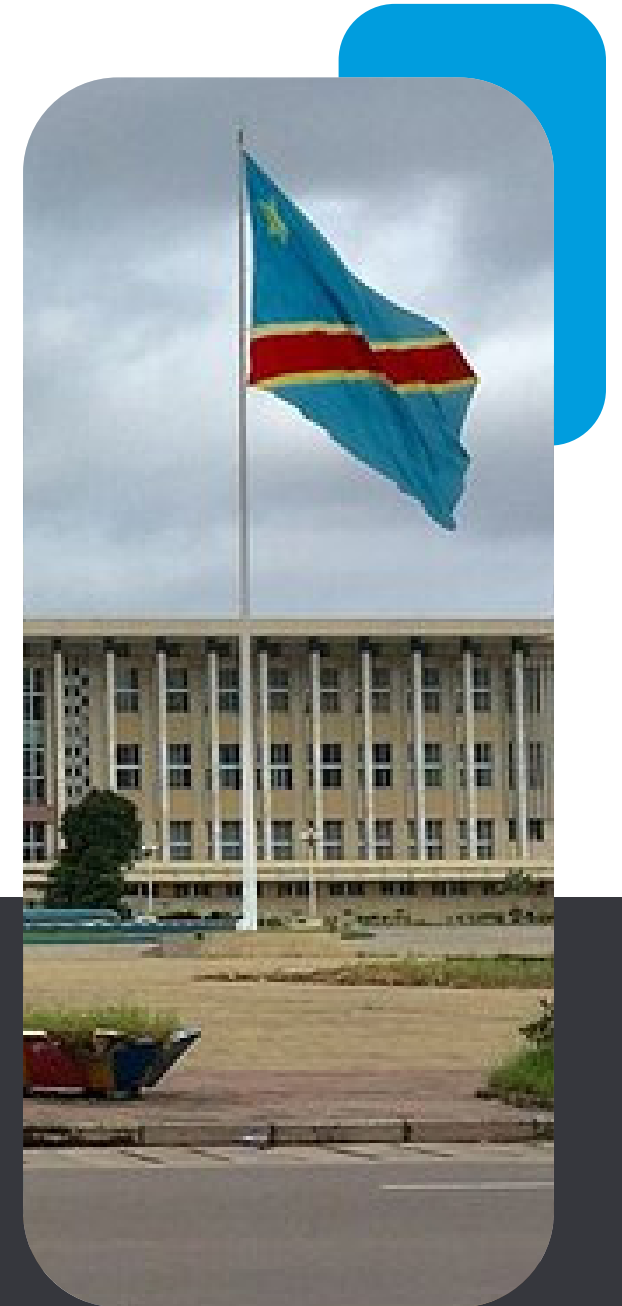
3. Le Projet RDC 2028+ poursuit les quatre objectifs suivants :

Objectif 1 : Faire émerger une société civile mobilisée et mobilisable

4. Le Projet RDC 2028+ va faire émerger au sein de chacun des territoires des paroisses de l'Église catholique ou protestantes une ou plusieurs structures composées des élites laïques locales, renforcer leurs capacités organisationnelles et d'action, les mobiliser pour renforcer les capacités d'autres organisations formelles et informelles opérant dans les territoires de ces paroisses, les organiser en réseaux d'action locaux et supra-locaux pour coordonner la mobilisation des masses et, enfin, les mobiliser pour réaliser les trois autres objectifs ci-dessous.

Objectif 2 : Empêcher le changement rétrograde de la constitution de 2006

5. Les structures locales créées dans les territoires des paroisses respectives et leurs réseaux supra-locaux agiront en amont ou au fur et à mesure de l'évolution du projet de changement constitutionnel en mobilisant les citoyens pour exprimer leurs voix.



Objectif 3 : Conquérir l'intégrité des élections de 2028 (ou après, d'où 2028+)

6. Le combat le plus important pour la société civile congolaise à partir de 2026 est celui de conquérir l'intégrité de tout scrutin qui pourrait être organisé dans l'avenir. C'est cette intégrité qui permettra, par exemple, de faire échec à toute tentative de changement rétrograde de la constitution par référendum. C'est également elle qui permettra de réaliser la révolution démocratique en changeant la classe politique à travers les élections crédibles.

7. Dans cette optique, les structures locales créées dans les territoires des paroisses respectives et leurs réseaux supra-locaux seront engagées dans des revendications visant à conquérir l'intégrité des suffrages respectifs qui pourraient être organisés prochainement. Celles-ci porteraient par exemple sur l'exigence d'une nouvelle commission électorale plus intègre, la révision de la loi électorale, le retrait des machines à voter de tous les scrutins, l'audit crédible du fichier électoral,

Objectif 4 : Changer la classe politique congolaise

8. L'objectif ultime du Projet RDC 2028+ est le changement de la classe politique congolaise dans le cadre d'une révolution pacifique à travers les prochaines élections générales. La demande à cet égard est aujourd'hui généralisée dans toutes les couches de la société congolaise. Tout indique que la société est prête pour cela et qu'il ne manquerait que l'étincelle pour déclencher et concrétiser cette révolution. C'est la responsabilité des élites de la société civile de profiter de cette fenêtre d'opportunité en élaborant des stratégies pertinentes d'action quant à ce.

9. Une de ces stratégies consiste à générer, au niveau national et local, un « mouvement social pour le changement de la classe politique ». Une autre demande à élaborer une stratégie électorale efficace pour la société civile (organisation politique, sélection des candidats, campagne électorale, financement, ...) qui amènerait les Congolais à ne voter que pour des candidats n'appartenant pas à l'actuelle classe politique. Des stratégies de mobilisation pour défendre efficacement la vérité des urnes sont également à mettre en place. Etc.

